

## Conclusion

La contraction des échanges à longue distance a beaucoup fait pour caractériser le 17ème siècle comme le siècle noir de l'Amérique latine. Mais dans une économie de pillage, la diminution des échanges a plus d'effets négatifs sur la métropole et sur les principales places des colonies que sur les régions périphériques exploitées. Au cours de ces pages nous avons surtout voulu mettre en évidence que la crise que certains historiens observent pour le monde moderne au 17ème siècle ne concerne pas une région péruvienne qui n'était ni une capitale vice-royale exportatrice, ni le centre d'une économie minière au 16ème siècle.

La catastrophe démographique qui affecta la population indigène regroupée dans quelques «réductions», les déménagements successifs de sa capitale, la perte des infrastructures d'irrigation font du 16ème siècle, période de destructions et de régressions, le véritable siècle noir de l'époque coloniale. A la fin du 16ème siècle, la colonisation espagnole n'avait matérialisée aucune richesse conséquente au niveau du *corregimiento*. Elle coûta à la région la disparition de plus de 80 pour cent de la population indigène et l'ensemble des infrastructures d'irrigation. San Miguel de Piura, le principal centre urbain restait une misérable bourgade d'une centaine de foyers.

A l'inverse, le 17ème siècle fut une période de développement des activités exportatrices, de conquête de marchés, de croissance. Certes, le déclin démographique indien se poursuivit lentement dans la première moitié de ce siècle, mais dès 1610-1620, le développement des entreprises d'élevage permit une croissance régulière de l'économie régionale. Les capitaux nécessaires à l'acquisition du bétail européen furent essentiellement rassemblés par les petits *encomenderos* qui ouvraient des réseaux marchands régionaux en plaçant les produits du tribut. Pourtant, une fraction seulement du tribut fut réinvestie localement : la plupart des grands *encomenderos* de Piura détournaient les rentes dégagées par la commercialisation du tribut vers les grands centres urbains et la cour des vice-rois où ils préféraient résider.

Cette fraction suffit pourtant à faire éclore une florissante industrie du savon à partir des graisses d'ovins et de caprins. Les premières savonneries apparaissent sur les berges du Piura dès la deuxième décennie du 17ème siècle et se multiplient jusqu'en 1680. A partir de cette époque et jusqu'au milieu du 18ème siècle, la production du savon domine l'économie régionale, fluctuant au gré des sécheresses qui affectaient le cheptel de petit bétail. Cinq grandes manufactures de savon et tanneries fonctionnèrent en même temps

entre 1680 et 1740 : modernes, bien équipés, ces complexes auraient aisément pu se comparer aux savonneries européennes.

C'est dans ce contexte, favorisé par la «réduction» de la population indienne, engendré par l'élevage extensif du petit bétail sur la côte et de la mule dans les montagnes que le grand domaine se constitua au cours de la première moitié du 17ème siècle et qu'il devint rapidement l'unité socio-économique de base de la région. A la fin du 17ème siècle les trois quarts des terres de Piura étaient accaparés par une soixantaine de grandes propriétés foncières. Elles se maintinrent pratiquement telles quelles au moins jusqu'au milieu du 19ème siècle.

Jusqu'aux premières décennies du 18ème siècle, le continual essor de la région est attesté par la hausse régulière des montants de la dîme, par l'augmentation des troupeaux de gros bétail, mais aussi par le nombre croissant des moulins à farine et à sucre relevés sur les grands domaines à la fin du 17ème siècle. Seul obstacle au développement de l'économie créole : le manque de main d'œuvre. Mais cette demande créa précisément des conditions favorables pour la récupération démographique. Au milieu du 17ème siècle, le creux de la vague est passé. Certes, l'émigration des Indiens vers les grandes propriétés maintint la population des «réductions» constante, mais dans les espaces occupés par les domaines, l'importation d'esclaves et l'arrivée des Indiens qui "échappent" aux «réductions» firent bondir le taux de croissance démographique.

Il faut le souligner : malgré une petite crise des prix du savon et des cuirs vers 1680 provoquant d'ailleurs la diversification des activités des *haciendados*, le 17ème siècle à Piura est caractérisé par une croissance et un développement soutenus et quasi continus. Le cas de Piura porterait à croire que pour beaucoup de régions en retrait au 16ème siècle, le ralentissement des échanges au 17ème siècle permit précisément le développement d'une économie de substitution.

En deuxième lieu, cette étude nous permet d'affirmer que le sous-développement régional trouve son origine dans les mutations des grandes exploitations à la fin du 18ème siècle et au début du 19ème siècle.

Les inventaires des domaines ont montré que les efforts d'investissements en moulins, outillages, esclaves entrepris à la fin du 17ème siècle et dans la première moitié du 18ème siècle ralentirent à partir de 1750 et cessèrent même sur la plupart des haciendas vers 1800. Le nombre des esclaves qui avait généralement atteint son maximum sur les domaines dans la seconde moitié du 18ème siècle, déclina résolument dès la fin de ce siècle.

On peut par ailleurs situer l'apogée de l'économie d'exportation au milieu du 18ème siècle avec des envois de sucre et de farine encore en hausse, ceux du savon et des cuirs

déjà sur le point de décliner. A la fin du 18ème siècle, une longue sécheresse décima le cheptel de petit bétail et porta un coup fatal à l'industrie du savon qui, malgré un sursaut dans la deuxième décennie du 19ème siècle, disparut complètement vers 1830. De même, les exportations de sucre et de farine ralentirent fortement au début du 19ème siècle.

Parallèlement, la petite tenure qui était apparue sur les domaines vers 1750 se développa considérablement à la fin du 18ème siècle et au début du 19ème siècle. Dès 1780, si l'on croit les sources fiscales, la production des tenures dépassa celle des *haciendas*.

Le développement de la région ralentit donc à partir de la seconde moitié du 18ème siècle et cessa même au début du 19ème siècle. Les campagnes s'enrichirent en hommes mais s'appauvrirent en infrastructures et en outillage. Faut-il pour autant penser, à l'instar de M. Burga à propos de Lambayeque, qu'une crise générale frappait les grands propriétaires fonciers à la fin du 18ème siècle ? Une crise de la production, une stagnation de la rente foncière et un appauvrissement des grandes familles qui auraient perduré au début du 19ème siècle<sup>563</sup> ?

Ce n'est pas exactement ce que nous constatons pour la région de Piura : au contraire, nous découvrons que la rente foncière avait fortement augmenté au début du 19ème siècle, augmentation concrétisée par l'envolée du prix de la terre. Par contre, l'évolution de la dîme révèle effectivement une stagnation, voire une crise de la production : n'est-elle pas précisément due à la disparition des secteurs d'exportation des *haciendas* non compensée en valeur par la montée de la production des tenures ?

Il convient donc de répéter que malgré les investissements dans les cultures et l'effort de diversification entrepris au début du 18ème siècle, les grandes exploitations d'élevage laissaient la place à la grande propriété foncière de rente au 19ème siècle.

Quels furent les mécanismes ou les intérêts qui menèrent l'oligarchie foncière à développer les tenures sur les grands domaines et à ne plus exploiter directement ses terres ? On ne peut nier que les marchés et les économies dominantes, facteurs externes, eurent un impact décisif sur l'évolution de la production régionale comme le souligne M. Carmagnani. Admettons cependant que la possibilité de remplacer des revenus d'exploitations par des rentes foncières ne fut pas uniquement déterminée par les échanges, mais par un certain nombre de facteurs convergents comme l'augmentation de la population, le monopole de la terre, une sécheresse.

Après l'époque des *encomenderos*, avant la fin du 18ème siècle le modèle est simple : pour des *hacendados* de Piura, seuls les nouveaux centres urbains de la côte pacifique de l'Amérique latine, de Panama à Lima, offrent des débouchés, seul le

<sup>563</sup> M. Burga, **De la encomienda a la hacienda capitaliste** p. 295.

développement des exportations de produits comme le savon, les cuirs, les mules puis la farine et le sucre permettent d'obtenir un revenu monétaire substantiel.

Dans la seconde moitié du 18ème siècle, les règles se compliquent. Les marchés extérieurs continuèrent d'exister mais avec la forte croissance démographique, les campagnes s'étaient repeuplées, de nouvelles concentrations humaines de journaliers agricoles, de tenanciers s'étaient développées, un marché interne s'était créé. Certes, l'agriculture vivrière des tenanciers, en faisant concurrence aux exploitations des *haciendados*, fit que ces derniers soit se replierent sur quelques produits coloniaux d'exportation ou à grande valeur ajoutée, soit abandonnèrent la production directe. Mais le contrôle du marché interne, l'approvisionnement de la population rurale en biens importés et les baux semblent avoir largement compensé la diminution des exportations puisque les propriétaires fonciers en firent leur système d'exploitation au 19ème siècle.

Si les sources de revenus de l'oligarchie subirent une transformation notable, sa composition par contre ne se modifia guère après la disparition des *encomenderos* au niveau local. Cependant, cette étude voudrait balayer un mythe tenace qui soutient que les mêmes familles ont été propriétaires des mêmes domaines tout au long de la période coloniale et jusqu'à la réforme agraire de 1970 : en réalité, la rotation des propriétés à l'intérieur de l'élite allait bon train au gré des faillites et des alliances, facilitée par des hypothèques importantes qui abaissaient le prix d'achat comptant à des sommes modiques. Elle montre aussi que le grand propriétaire n'était pas un patriarche résidant sur l'*hacienda* à la tête d'une légion d'hommes de main, mais le plus souvent un citadin qui déléguait à un régisseur le soin de faire fonctionner le domaine dans l'arrière pays. Enfin, elle souligne que la redistribution de la rente foncière par le système des cens et chapellenies permit d'assurer la reproduction et l'augmentation en nombre d'une élite locale tout en maintenant indivises les propriétés. A la fin du 18ème siècle, l'*haciendado* n'était souvent plus que le gérant d'une entreprise foncière dont les intérêts des cens rémunéraient des membres de sa famille, des ecclésiastiques, des lettrés.

Ce n'est qu'à partir du milieu du 19ème siècle que l'arrivée de compagnies étrangères accompagnées d'immigrants allemands, anglais et italiens, modifia notablement les comportements de l'élite régionale. La culture du coton, que les Indiens de Catacaos et les tenanciers des domaines pratiquaient depuis le 18ème siècle au moins, devint alors l'objet de toutes les attentions des propriétaires fonciers qui se remirent à investir dans l'exploitation directe en développant l'irrigation mécanique.

Les fondements du sous-développement des régions dominées par la grande propriété foncière datent ainsi de la fin du 18<sup>ème</sup> siècle : au risque de paraître un peu expéditif et avant d'incriminer les conditions du marché colonial, nous les attribuerons à une petite élite foncière qui, bénéficiant du monopole de la terre et profitant de la pression démographique, délaissa l'exploitation en faire valoir direct et se libéra du souci de

productivité. Dans la première moitié du 19ème siècle, elle n'investit plus un peso sur ses terres et abandonna même les manufactures de transformation des produits agricoles. Au 17ème siècle et au 18ème siècle, l'élite foncière possédait des exploitations. A partir du 19ème siècle, elle détenait surtout des terres.

Il n'est donc pas étonnant que la condition des sans terres se détériorât encore au début du 19ème siècle. Cette dégradation eut comme réponse une tentative de rébellion des tenanciers lors de l'Indépendance, lorsque l'instabilité de la situation politique sembla fragiliser le pouvoir des propriétaires fonciers. La restauration en force de l'hégémonie de la classe des *haciendados* pour un siècle au moins est cependant évidente lorsque l'on constate cent ans plus tard, vers 1930, les revendications des tenanciers soutenus par le socialiste Castro Pozo<sup>564</sup>, ressemblaient ligne pour ligne aux réclamations des *colonos* conduits par Isidro Palomino en 1821. En contrôlant l'accès aux terres et en ne développant pas d'autres activités économiques dans un contexte de forte croissance démographique, l'oligarchie foncière régionale mettait à sa merci non plus seulement la main d'œuvre de ses haciendas mais la population de Piura dans son ensemble.

---

<sup>564</sup> voir K. Apel, "Luchas y reivindicaciones de los yanaconas en las haciendas de la sierra piurana en los años 1934-1945", in **Bull. Inst. fr. études andines**, 1991, 20 (2): 535-563.